

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 368

[S - C - 99/29055]

**4 JANVIER 1999. — Décret modifiant le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel et assurant la transposition de la Directive 97/36/CE du 30 juin 1997 et de la Directive 95/47/CE du 24 octobre 1995 (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions relatives à l'utilisation de normes pour la transmission de signaux télévisés*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent chapitre transpose les dispositions de la directive 95/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à l'utilisation de normes pour la transmission de signaux de télévision.

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, modifié par les décrets des 19 juillet 1991, 21 décembre 1992, et 25 juillet 1996, ci-après dénommé « le décret », est complété comme suit :

« 18° Embrouillage : la chaîne des opérations de traitement des signaux audio et vidéo d'un service de radiodiffusion destinée à le rendre inintelligible à toute personne ne disposant pas des titres d'accès requis;

19° Système d'accès conditionnel : l'ensemble des moyens matériels et logiciels utilisés soit par un ou des systèmes de gestion des abonnés, soit par le public lui-même dans le cadre d'une gestion locale de l'accès aux services, pour restreindre l'accès à tout ou partie d'un ou de plusieurs services de radiodiffusion au seul public disposant des titres d'accès requis;

20° Transcontrôle : le procédé permettant de changer de système d'accès conditionnel sans toucher au signal embrouillé d'un service de radiodiffusion;

21° Système de transmission : la chaîne des opérations de traitement des signaux audio, vidéo et de données associées d'un service de radiodiffusion destinée à mettre en forme et à transporter ces signaux jusqu'au public. Cette chaîne comporte les éléments suivants : formation des signaux de programmes (codage de source des signaux audio et vidéo, multiplexage des signaux) et adaptation aux moyens de transmission (codage de canal, modulation et, s'il y a lieu, dispersion de l'énergie) »;

22° Format large : format d'image télévisée dont le rapport entre la longueur et la largeur est égal à 16.9.;

23° Autres services : les services, autres que les programmes sonores et de télévision à destination du public en général ou d'une partie de celui-ci, émis par la RTBF ou un organisme de radiodiffusion, visant à la mise à la disposition, concomitante ou non à de tels programmes, de signes, de signaux, de textes, d'images, de sons ou de messages de toute nature, destinés indifféremment au public en général, à une partie de celui-ci ou à des catégories de public, lorsque le contenu du message ne constitue pas une correspondance privée.

**Art. 3.** Il est inséré dans le décret un chapitre Vter intitulé « Les opérateurs de systèmes d'accès conditionnel » après l'article 19quinquies.

**Art. 4.** Il est inséré dans le décret un article 19sexies, rédigé comme suit :

« Article 19sexies. Les équipements, loués ou vendus ou autrement mis à disposition du grand public, capables de désembrouiller les signaux des services de radiodiffusion télévisuelle numérique doivent permettre le désembrouillage de ces signaux selon l'algorithme européen commun d'embrouillage administré par un organisme de normalisation européen reconnu et la reproduction de signaux qui ont été transmis en clair à condition que, dans le cas où l'équipement considéré est loué, le locataire se conforme au contrat de location applicable. »

**Art. 5.** Il est inséré dans le décret un article 19septies, rédigé comme suit :

« Article 19septies. Les systèmes d'accès conditionnel doivent avoir la capacité technique nécessaire à un transcontrôle peu coûteux, qui permette aux distributeurs de contrôler l'accès de leurs abonnés aux services de radiodiffusion télévisuelle numérique selon leur propre système de d'accès conditionnel. »

**Art. 6.** Il est inséré dans le décret un article 19octies, rédigé comme suit :

« Article 19octies. Un opérateur de système d'accès conditionnel, qui produit et commercialise des services d'accès aux services de radiodiffusion télévisuelle numérique, fournit à tout organisme de radiodiffusion qui le lui demande, les services techniques permettant que leurs services de radiodiffusion télévisuelle numérique soient captés par les téléspectateurs autorisés par l'intermédiaire de décodeurs gérés par l'opérateur du système d'accès conditionnel, à des conditions d'accès équitables, raisonnables et non discriminatoires.

Lorsqu'il exerce d'autres activités, l'opérateur de systèmes d'accès conditionnel tient une comptabilité financière distincte pour ce qui concerne son activité de fourniture de services d'accès conditionnel. »

Les organismes de radiodiffusion publient une liste des tarifs pour le téléspectateur, qui tienne compte de la fourniture ou non de matériels associés.

**Art. 7.** Il est inséré dans le décret un article 19nonies, rédigé comme suit :

« Article 19nonies. Lorsqu'ils octroient des licences aux fabricants de matériel grand public, les détenteurs de droits de propriété industrielle relatifs aux systèmes et produits d'accès conditionnel doivent le faire à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires. L'octroi des licences, qui tient compte des facteurs techniques et commerciaux, ne peut être subordonné par les détenteurs de droits à des conditions interdisant, dissuadant ou décourageant l'inclusion, dans le même produit :

— soit d'une interface commune permettant la connexion de plusieurs systèmes d'accès autres que celui-ci;

— soit de moyens propres à un autre système d'accès, dès lors que le bénéficiaire de la licence respecte les conditions raisonnables et appropriées garantissant la sécurité des transactions des opérateurs d'accès conditionnel. »

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 4046.)

**Art. 8.** Il est inséré dans le décret un article 37ter, rédigé comme suit :

« Article 37ter. Les services de radiodiffusion télévisuelle fournis par la Radio Télévision belge de la Communauté française et les organismes de radiodiffusion doivent :

1° s'ils sont à format large en 625 lignes et ne sont pas entièrement numériques, utiliser le système de transmission D2—MAC 16 :9 ou un système de transmission 16 :9 entièrement compatible avec les systèmes PAL ou SECAM;

2° s'ils sont à haute définition et ne sont pas entièrement numériques, utiliser le système de transmission HD—MAC;

3° s'ils sont entièrement numériques, utiliser un système de transmission normalisé par un organisme de normalisation européen reconnu.

Les réseaux de télédistribution retransmettant des services de radiodiffusion télévisuelle au format large 16 :9, qu'ils soient ou non numériques, doivent le faire au moins au format large 16 :9. »

**Art. 9.** Il est inséré dans le décret un article 40bis, rédigé comme suit :

« Tout récepteur de télévision équipé d'un écran d'affichage intégral d'une diagonale visible supérieure à 42 centimètres qui est mis sur le marché aux fins de vente ou de location doit être doté d'au moins une prise d'interface ouverte tel que normalisée par un organisme de normalisation européen reconnu, permettant le raccordement simple d'équipements périphériques, et notamment de décodeurs supplémentaires et récepteurs numériques. »

## CHAPITRE II. — Dispositions relatives à l'exercice d'activité de radiodiffusion télévisuelle

**Art. 10.** Le présent chapitre transpose les dispositions de la directive 97/36/CE du Parlement européen et du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle.

**Art. 11.** L'article 1<sup>er</sup>, 4°, est modifié comme suit : les mots « pour lesquelles une autorisation de distribution a été accordée par la Communauté » sont supprimés.

L'article 1<sup>er</sup>, 5°, modifié par les décrets des 21 décembre 1992 et 25 juillet 1996, est modifié comme suit : les mots « pour lesquelles une autorisation de distribution a été accordée par la Communauté » sont supprimés.

L'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>bis</sup>, inséré par le décret du 19 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante : « 7<sup>bis</sup>. Organisme de radiodiffusion : la personne physique ou morale qui a la responsabilité éditoriale de la composition des grilles de programmes sonores ou de télévision et qui les transmet ou les fait transmettre par une tierce personne. »

L'article 1<sup>er</sup>, 12°, est remplacé par la disposition suivante : « 12°. Télé-achat : la diffusion d'offres directes au public en vue de la fourniture, moyennant paiement, de biens ou de services, y compris des biens immeubles, ou de droits et d'obligations. »

Dans l'article 1<sup>er</sup>, un 16°, rédigé comme suit est ajouté :

« 16° Autopromotion : Tout message radiodiffusé à l'initiative d'un organisme de radiodiffusion et qui vise à promouvoir ses propres programmes ou des produits connexes directement dérivés de ses propres programmes et destiné expressément à permettre au public de retirer tous les avantages de ces programmes ou d'intervenir dans ces programmes. »

Dans l'article 1<sup>er</sup>, un 17°, rédigé comme suit est ajouté :

« 17° Œuvre européenne :

a) L'œuvre originaire d'Etats membres de l'Union européenne qui est réalisée essentiellement avec le concours d'auteurs et de travailleurs résidant dans un ou plusieurs de ces Etats et qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

— elle est réalisée par un ou des producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats;

— la production de cette œuvre est supervisée et effectivement contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats;

— la contribution des coproducteurs de ces Etats est majoritaire dans le coût total de la coproduction, et celle-ci n'est pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors de ses Etats.

L'œuvre originaire d'Etats tiers européens n'est toutefois une œuvre européenne qu'à la condition que les œuvres originaires des Etats membres de l'Union ne fassent pas l'objet de mesure discriminatoire dans les Etats tiers européens.

b) l'œuvre originaire d'Etats tiers européens parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

— elle est réalisée par un ou des producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats;

— la production de cette œuvre est supervisée et effectivement contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats;

— la contribution des coproducteurs de ces Etats est majoritaire dans le coût total de la coproduction et celle-ci n'est pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors de ces Etats, à la condition que cette œuvre ne fasse pas l'objet de mesure discriminatoire dans les Etats concernés.

c) l'œuvre originaire d'autres Etats tiers européens qui est réalisée soit exclusivement soit en coproduction avec des producteurs établis dans un ou plusieurs Etats membres, par des producteurs établis dans un ou plusieurs Etats tiers européens avec lesquels l'Union européenne a conclu des accords et pour autant que cette œuvre soit réalisée essentiellement avec le concours d'auteurs ou de travailleurs résidant dans un ou plusieurs Etats européens, à la condition que cette œuvre ne fasse pas l'objet de mesure discriminatoire dans les Etats concernés;

d) l'œuvre qui est produite dans le cadre d'accords bilatéraux de coproduction conclus entre des Etats membres et des pays tiers, à la condition que les coproducteurs communautaires participent majoritairement au coût total de production et que la production ne soit pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors du territoire des Etats membres.

**Art. 12.** L'article 22 du décret est complété par le paragraphe suivant :

« § 1<sup>er</sup> bis. Le distributeur peut transmettre au moment de leur diffusion et dans leur intégralité :

1° les programmes de télévision de tout organisme de radiodiffusion établi dans un Etat membre de l'Union européenne;

2° les programmes de télévision de tout organisme de radiodiffusion établi en dehors d'un Etat membre de l'Union européenne mais utilisant une fréquence ou une capacité satellitaire accordée par un Etat membre de l'Union européenne ou une liaison montante vers un satellite située dans un Etat membre de l'Union européenne.

§ 1<sup>er</sup> ter. Le distributeur fait part au Conseil supérieur de l'Audiovisuel des programmes qu'il diffuse. »

**Art. 13.** L'article 22, § 2, du décret est remplacé par la disposition suivante : « Le distributeur peut, moyennant autorisation écrite et préalable du Gouvernement, transmettre au moment de leur diffusion et dans leur intégralité, les programmes de télévision de tout organisme de radiodiffusion non visé au § 1<sup>er</sup> bis, et répondant aux conditions fixées par le Gouvernement dans l'acte d'autorisation. Cette autorisation est révocable. »

**Art. 14.** Dans l'article 22, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, les mots « l'autorisation de distribution » sont remplacés par les mots « provisoirement, moyennant respect de la procédure décrite ci-après, la distribution des programmes ».

Dans l'article 22, § 5, alinéa 2, du décret, les mots « à l'article 22, § 2, et 22, § 2 bis » sont remplacés par les mots « à l'article 22, § 1<sup>er</sup> bis ».

**Art. 15.** Dans l'article 24 bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, les mots « les organismes de radiodiffusion visés aux chapitres IV et V » sont remplacés par les mots « les autres organismes de radiodiffusion télévisuelle ».

Dans l'article 24 bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, les mots « à l'autopromotion, au télé-achat » sont insérés entre les mots « à la publicité », et les mots « ou aux services de télétexte ».

Dans l'article 24 bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret, les mots « , à l'autopromotion, au télé-achat » sont insérés entre les mots « à la publicité » et les mots « ou aux services de télétexte ».

Dans l'article 24 bis, § 2, du décret, les mots « , à l'autopromotion, au télé-achat » sont insérés entre les mots « à la publicité » et les mots « ou aux services de télétexte ».

Dans l'article 24 bis du décret, le paragraphe suivant est inséré : « § 3 bis. Pour l'application des §§ 1<sup>er</sup> et 2, sont assimilées aux œuvres européennes, les œuvres qui sont réalisées essentiellement avec le concours d'auteurs et de travailleurs résidant dans un ou plusieurs Etats membres de l'Union européenne. Ces œuvres sont toutefois comptabilisées au prorata de la part des producteurs établis dans un ou plusieurs Etats membres de l'Union européenne dans le coût total de la production de ces œuvres ».

Dans l'article 24 bis du décret, le paragraphe suivant est ajouté : « § 6. Le présent article ne s'applique pas aux services de radiodiffusion télévisuelle destinés à un public local et ne faisant pas partie d'un réseau national. Il ne s'applique pas non plus aux services de radiodiffusion télévisuelle utilisant exclusivement une langue autre que les langues officielles ou reconnues par les Etats de l'Union européenne et dont les émissions sont exclusivement destinées à être captées en dehors de l'Union européenne et qui ne sont pas reçues directement ou indirectement par le public d'un ou de plusieurs Etats membres. »

**Art. 16.** L'article 24 ter du décret est remplacé par la disposition suivante : « Aucun organisme de radiodiffusion télévisuelle ne peut diffuser une œuvre cinématographique en dehors des délais convenus avec les ayants-droit. »

**Art. 17.** Le texte de l'article 24 quater du décret est scindé en deux alinéas. Le premier alinéa débute par les mots « La Radio-télévision belge » et s'achève par les mots « ou de violence gratuite ». Le second alinéa débute par les mots « Cette dernière disposition s'étend » et s'achève par les mots « du présent alinéa ».

Dans le second alinéa, première phrase de l'article 24 quater du décret tel que modifié, les mots « et pour autant que ce programme soit précédé d'un avertissement acoustique ou identifié par la présence d'un symbole visuel tout au long de sa diffusion sont ajoutés.

**Art. 18.** Dans l'article 24 quinquies du décret, première phrase, les mots « , l'autopromotion » sont insérés entre les mots « la publicité non commerciale » et les mots « , le télé-achat ».

Dans l'article 24 quinquies, alinéa 1<sup>er</sup>, les deux dernières phrases sont remplacées par la phrase suivante : « Pour l'application des articles 27 quater, alinéa 5, 27 quinquies, 27 sexies et 27 septies, le parrainage est exclu ».

Dans l'article 24 quinquies, la phrase suivante est ajoutée : « Pour l'application des articles 27 quater, alinéas 2 et 5, et 27 septies, l'autopromotion est exclue ».

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'article 26 ter, § 4, alinéa 2, remplacer le mot « interrompues » par le mot « interrompus ».

Dans l'article 26 ter, § 4, un alinéa 3 est inséré : « Le nombre maximal d'écrans réservés aux émissions de télé-achat est fixé à huit écrans par jour. La durée minimale de chaque écran est fixée à 15 minutes ».

§ 2. Dans l'article 26 ter, § 5, du décret, un 3<sup>e</sup> alinéa, rédigé comme suit, est ajouté : « Chaque offre doit mentionner distinctement le coût, taxes comprises, des techniques de communication à distance utilisées pour obtenir toutes informations complémentaires sur celle-ci et pour passer commande. Cette mention est facultative, lorsque ce coût correspond au tarif de base applicable à la technique de communication à distance utilisée. »

§ 3. Dans l'article 26 ter, § 5, du décret, l'alinéa suivant est ajouté : « Les programmes de télé-achat ne peuvent inciter les mineurs à conclure des contrats pour la vente ou la location de biens et de services ».

**Art. 20.** A l'article 27 bis, § 3, du décret, entre les mots « diffuseurs de publicité » et les mots « en faveur des médicaments » sont insérés les mots « autorisés en vertu de l'article 26 ».

**Art. 21.** A l'article 27 bis, du décret, inséré par le décret du 19 juillet 1991, les paragraphes suivants sont ajoutés :

« § 4. La publicité pour les cigarettes et les autres produits du tabac est interdite.

§ 5. La publicité pour les médicaments et les traitements médicaux qui sont uniquement disponibles sur prescription médicale en Belgique est interdite.

§ 6. La publicité pour les boissons alcoolisées doit respecter les critères suivants :

— elle ne peut être spécifiquement adressée aux mineurs et, en particulier, présenter des mineurs consommant ces boissons;

- elle ne doit pas associer la consommation d'alcool à une amélioration des performances physiques ou à la conduite automobile;
- elle ne doit pas susciter l'impression que la consommation d'alcool favorise la réussite sociale ou sexuelle;
- elle ne doit pas suggérer que les boissons alcooliques sont dotées de propriétés thérapeutiques ou ont un effet stimulant, sédatif ou anti-conflituel;
- elle ne doit pas encourager la consommation immodérée de boissons alcooliques ou donner une image négative de l'abstinence ou de la sobriété;
- elle ne doit pas souligner comme qualité positive des boissons leur forte teneur en alcool. »

**Art. 22.** A l'article 27septies, § 3, du décret, inséré par le décret du 19 juillet 1991, les mots « d'une heure » sont remplacés par les mots « de trois heures ».

**Art. 23.** Dans l'article 28, § 1<sup>er</sup>, du décret, modifié par le décret du 19 juillet 1991, un 9<sup>o</sup> bis, rédigé comme suit, est inséré :

« 9<sup>o</sup> bis. Les programmes peuvent être parrainés par des entreprises qui ont pour activité, entre autres, la fabrication ou la vente de médicaments et de traitements médicaux, à condition de ne pas promouvoir des médicaments ou des traitements médicaux spécifiques disponibles uniquement sur ordonnance. »

**Art. 24.** Il est inséré dans le décret, un chapitre IX intitulé : « Accès du public à des événements d'intérêt majeur ».

**Art. 25.** L'article 29 du décret, abrogé par le décret du 24 juillet 1997, relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, est rétabli dans la version suivante :

« Article 29. § 1<sup>er</sup>. Après avoir pris l'avis du CSA, le Gouvernement peut, annuellement, arrêter une liste des événements ou de catégories d'événements qu'il juge d'intérêt majeur pour le public de la Communauté française. Ces événements ne peuvent faire l'objet d'un exercice de droits d'exclusivité par un organisme de radiodiffusion télévisuelle relevant de la compétence de la Communauté française, de manière telle qu'une partie importante du public de cette Communauté soit privée d'accès à ces événements, par le biais d'émissions de télévision diffusées sur une télévision à accès libre. Le Gouvernement détermine si les événements doivent être transmis en direct ou en différé, en totalité ou par extraits. Le Gouvernement, après avoir pris l'avis du CSA, arrête les modalités selon lesquelles les événements visés ci-dessus doivent être accessibles.

§ 2. Les organismes de radiodiffusion télévisuelle qui relèvent de la compétence de la Communauté française s'abstiennent d'exercer des droits d'exclusivité, qu'ils auraient acquis après le 30 juillet 1997, de manière telle qu'ils priveraient d'accès, par le biais d'un service de programme à accès libre, à des événements d'intérêt majeur, dont la liste a été publiée au Journal officiel des Communautés européennes, une partie importante du public d'un Etat membre de l'Union européenne. Ils se conforment aux conditions particulières fixées à l'occasion de la publication des listes précitées et qui concernent l'accès en direct, en différé, en totalité ou par extraits. »

**Art. 26.** Il est inséré dans le décret, un chapitre XIIIbis intitulé : « Organismes de radiodiffusion télévisuelle soumis aux dispositions du présent décret ».

**Art. 27.** Il est inséré dans le chapitre XIIIbis du décret, un article 46, rédigé comme suit :

« Article 46. Sont soumis aux dispositions du présent décret :

- a) la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion télévisuelle autorisés en vertu du présent décret;
- b) les autres organismes de radiodiffusion télévisuelle établis en Belgique relevant de la compétence de la Communauté française;
- c) les services de programmes de radiodiffusion télévisuelle qui utilisent une fréquence, une capacité satellitaire ou une liaison montante vers un satellite, relevant de la compétence de la Communauté française pour autant que les organismes de radiodiffusion qui les diffusent ne relèvent pas de la compétence d'un Etat membre de l'Union européenne, ou d'une autre Communauté;
- d) les organismes de radiodiffusion établis dans un Etat membre de l'Union européenne vis-à-vis desquels il a été constaté par le Gouvernement, après consultation de la Commission de l'Union européenne, que leurs activités sont entièrement ou principalement tournées vers le public de la Communauté française et qu'ils se sont établis dans l'un de ces Etats en vue de se soustraire aux règles qui leur seraient applicables s'ils relevaient de la compétence de la Communauté française. »

### CHAPITRE III. — Dispositions diverses

**Art. 28.** L'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, modifié par le décret du 25 juillet 1996, est remplacé par les termes : « l'ensemble des installations mises en œuvre par un même distributeur dans le but de transmettre à des tiers, soit par câble, soit par un système non-filaire de distribution terrestre multipoints par micro-ondes, des signaux porteurs de programmes de télévision. »

**Art. 29.** L'article 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du décret est supprimé.

**Art. 30.** A l'article 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret, ajouter après les mots « dans les conditions fixées » les mots « avec chaque autorisation ».

**Art. 31.** L'article 20, § 4, alinéa 2, du décret est abrogé.

**Art. 32.** A l'article 22, § 1<sup>er</sup>, cinquième tiret, les termes « un ou des » sont remplacés par le terme « deux ». Les termes « pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre un ou des programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté française » sont supprimés.

A l'article 22, § 1<sup>er</sup>, in fine, après le dernier tiret, sont insérés les tirets suivants :

« — tous les programmes des organismes de radiodiffusion de l'Union européenne désignés par le Gouvernement et qui ont conclu avec celui-ci, après l'entrée en vigueur de la présente disposition, une convention relative à la promotion de la production culturelle en Communauté française et dans l'Union européenne prévoyant notamment une contribution financière directe à celle-ci. L'obligation est limitée à la durée de la convention qui devra constater l'existence d'un accord entre l'organisme de radiodiffusion et les distributeurs relatif au paiement des droits d'auteurs.

— Les autres genres de services visés à l'article 19<sup>quater</sup> désignés par le Gouvernement et produits ou diffusés par des organismes qui ont conclu avec celui-ci une convention relative à la promotion de la production culturelle en Communauté française prévoyant notamment une contribution financière directe à celle-ci. L'obligation est limitée à la durée de la convention. »

**Art. 33.** A l'article 23, après les mots « en modulation de fréquence » ajouter « ainsi que deux programmes radiophoniques du service public de radiodiffusion de la Communauté flamande ».

**Art. 34.** Il est inséré dans le chapitre IX un article 29<sup>bis</sup>, rédigé comme suit :

« Article 29<sup>bis</sup>. Après avoir pris l'avis du CSA, le Gouvernement peut arrêter annuellement une liste d'événements ou de catégories d'événements qu'il juge d'intérêt majeur pour le public de la Communauté française, ou pour une partie géographiquement localisée de celui-ci.

Le Gouvernement détermine si ces événements peuvent être transmis par tout organisme de radiodiffusion télévisuelle relevant de sa compétence, en direct ou en différé, en totalité ou par extrait.

Ces événements ne peuvent dès lors faire l'objet de l'exercice de droits d'exclusivité.

Après avoir pris l'avis du CSA, le Gouvernement peut, annuellement, arrêter les modalités selon lesquelles les événements visés ci-dessus doivent être accessibles.

**Art. 35.** A l'article 37<sup>bis</sup> du décret, les mots « et les sociétés distinctes des distributeurs visées à l'article 19<sup>quater</sup> » sont insérés après les mots « visés par le présent décret ».

**Art. 36.** L'article 47, du décret est remplacé par la disposition suivante : « Les personnes morales qui exploitent un réseau de radiodistribution ou de télédistribution et qui exerçaient cette activité avant l'entrée en vigueur du décret, peuvent poursuivre leurs activités jusqu'à une date fixée par le Gouvernement, au plus tard pour le 30 juin 1999. A partir de la date fixée par le Gouvernement, elles ne peuvent poursuivre leurs activités que pour autant qu'elles obtiennent l'autorisation visée à l'article 20, § 1<sup>er</sup> ».

**Art. 37.** L'article 2 du décret du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de culture, d'affaires sociales, d'enseignement et de budget, est abrogé.

**Art. 38.** Dans le décret, le mot « Exécutif » est remplacé par le mot « Gouvernement ».

**Art. 39.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 janvier 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française  
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—————  
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 268-1. — Errata, n° 268-2. — Amendements de commission, n°s 268-3 à 268-10. — Rapport : n° 268-11.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 15 décembre 1998.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 368

[C - 99/29055]

**4 JANUARI 1999. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector en omzetting van de richtlijn 97/36/EG van 30 juni 1997 en de richtlijn 95/47/EG van 24 oktober 1995 (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen inzake het gebruik van normen voor het uitzenden van televisiesignalen*

**Artikel 1.** Dit hoofdstuk zet de bepalingen om van de richtlijn 95/47/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 inzake het gebruik van normen voor het uitzenden van televisiesignalen.

**Art. 2.** Artikel 1 van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, gewijzigd bij de decreten van 19 juli 1991, 21 december 1992, en 25 juli 1996, hierna « het decreet » genoemd, wordt aangevuld als volgt :

« 18° Scrambelen : de reeks fazen met betrekking tot de verwerking van audio- en videosignalen van een radio-omroepdienst, om die onverstaanbaar te maken voor elke persoon die niet over de vereiste toegangsbewijzen beschikt;

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 4051.)

19° Systeem voor voorwaardelijke toegang : het geheel van de hardware- en software-middelen die worden gebruikt ofwel door één of verschillende systemen voor beheer van de abonnementen, ofwel door het publiek zelf in het kader van een lokaal beheer van de toegang tot de diensten, om de toegang tot het geheel of een deel van één of meer omroepdiensten te beperken tot alleen het publiek dat over de vereiste toegangsbewijzen beschikt;

20° Controleoverdracht : procédé waarmee het mogelijk is van systeem voor voorwaardelijke toegang te veranderen, zonder te raken aan het gescrambelde signaal van een radio-omroepdienst;

21° Transmissiesysteem : de reeks fazen met betrekking tot de verwerking van de audio- en videosignalen en daarmee verband houdende gegevens van een radio-omroepdienst die ertoe dient deze signalen vorm te geven en naar het publiek over te brengen. Die reeks omvat voorzieningen voor : het genereren van programmasignalen (broncodering van audiosignalen en videosignalen, multiplexing van signalen) en aanpassing aan de transmissiemedia (kanaalcodering, modulatie en, voor zover nodig, energiedispersie);

22° Breedbeeldformaat : televisiebeeldformaat waarvan de verhouding tussen de lengte en de breedte gelijk is aan 16 :9;

23° Andere diensten : de andere diensten dan de klank- en televisieprogramma's bestemd voor het publiek in het algemeen of voor een deel ervan, uitgezonden door de RTBF of een radio-omroepinstelling, met het oog op de terbeschikkingstelling, die al dan niet gelijktijdig met de uitzending van zulke programma's plaatsvindt, van tekens, signalen, teksten, beelden, klanken of boodschappen van alle aard, zonder onderscheid bestemd voor het publiek in het algemeen of voor een deel ervan of voor categorieën van publiek, wanneer de inhoud van de boodschap geen privé-correspondentie is. »

**Art. 3.** In het decreet wordt een hoofdstuk *Vter*, met als opschrift « De exploitanten van systemen voor voorwaardelijke toegang », na artikel 19quinquies ingevoegd.

**Art. 4.** In het decreet wordt een artikel 19sexies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 19sexies. De apparatuur, die verhuurd of verkocht wordt of anderszins ter beschikking van consumenten wordt gesteld, en die de signalen van de digitale televisie-omroepdiensten kan ontscrembelen, moet het ontscrembelen van deze signalen mogelijk maken volgens het gemeenschappelijk Europees scrambelalgoritme, beheerd door een erkende Europese normalisatie instantie, en het weergeven mogelijk maken van de signalen die ongescrembeld worden uitgezonden, mits, in geval van gehuurde apparatuur, de huurovereenkomst door de huurder wordt nageleefd. »

**Art. 5.** In het decreet wordt een artikel 19septies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 19septies. De systemen voor voorwaardelijke toegang moeten over de nodige technische mogelijkheden beschikken voor een goedkope controleoverdracht, waardoor de verdelers in de mogelijkheid worden gesteld om toezicht uit te oefenen op de toegang van hun abonnees tot de digitale televisie-omroepdiensten volgens hun eigen systeem voor voorwaardelijke toegang. »

**Art. 6.** In het decreet wordt een artikel 19octies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 19octies. Een exploitant van een systeem voor voorwaardelijke toegang, die diensten produceert en aanbiedt met het oog op de toegang tot de digitale televisie-omroepdiensten, biedt aan elke radio-omroepinstelling die het hem aanvraagt, de technische diensten aan waarmee hun digitale televisie-omroepdiensten kunnen worden ontvangen door de kijkers die daartoe gerechtigd zijn middels decoders die door de exploitant van het systeem voor voorwaardelijke toegang worden beheerd, op eerlijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden.

Wanneer de exploitant van een systeem voor voorwaardelijke toegang andere activiteiten uitoefent, voert hij een gescheiden boekhouding voor zijn activiteiten op het gebied van de levering van voorwaardelijke - toegangsdiensten.

De radio-omroepinstellingen maken een lijst van de tarieven voor de televisie-kijker bekend die rekening houdt met het al dan niet leveren van ermee gepaard gaand materieel.

**Art. 7.** In het decreet wordt een artikel 19nonies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 19nonies. Wanneer houders van industriële eigendomsrechten inzake voorwaardelijke toegangssystemen en -produkten licenties verlenen aan fabrikanten van voor het grote publiek bestemde apparatuur, dienen zij zulks te doen op eerlijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden. De houders van rechten mogen het verlenen van licenties, waarbij rekening wordt gehouden met de technische en commerciële factoren, niet doen afhangen van voorwaarden waardoor het verboden, ontraden of onaantrekkelijk gemaakt wordt om in het betrokken produkt :

— hetzij een gemeenschappelijke interface in te bouwen die aansluiting op meerdere andere toegangssystemen mogelijk maakt,

— hetzij tot een ander toegangssysteem behorende middelen in te bouwen, wanneer de licentiehouders zich houdt aan de redelijke en passende voorwaarden inzake de beveiliging van de transacties van de exploitanten van voorwaardelijke toegangssystemen. »

**Art. 8.** In het decreet wordt een artikel 37ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 37ter. De televisie-omroepdiensten van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » en de omroepinstellingen :

1° moeten, indien het uitzendingen in breedbeeld en 625 lijnen betreft die niet volledig digitaal zijn, worden uitgezonden in 16 :9 D2-MAC of een 16 :9-systeem dat volledig compatibel is met PAL of SECAM;

2° moeten, indien het HDTV-uitzendingen betreft die niet volledig digitaal zijn, worden uitgezonden in HD-MAC;

3° moeten, indien het volledig digitale uitzendingen betreft, een transmissiesysteem gebruiken dat door een erkende Europese normalisatieorganisatie genormaliseerd is.

De teledistributie-netwerken die al dan niet digitale televisie-omroepdiensten overbrengen in het 16 :9-breedbeeldformaat, moeten dit ten minste in het 16 :9-breedbeeldformaat doen. »

**Art. 9.** In het decreet wordt een artikel 40bis ingevoegd, luidend als volgt : « Elk televisietoestel met een integraal beeldscherm waarvan de zichtbare diagonaal groter dan 42 cm is, dat te koop of te huur wordt aangeboden, moet voorzien zijn van ten minste één door een erkende Europese normalisatieorganisatie genormaliseerde aansluitbus met open interface die het zonder meer mogelijk maakt randapparaten, met name verdere decoders en digitale ontvangers, aan te sluiten. »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen inzake de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten*

**Art. 10.** Dit hoofdstuk zet de bepalingen om van de richtlijn 97/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 tot wijziging van Richtlijn 89/552/EEG van de Raad betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten.

**Art. 11.** Artikel 1, 4°, wordt gewijzigd als volgt : de woorden « waarvoor een distributievergunning door de Gemeenschap werd verleend » worden geschrapt.

Artikel 1, 5°, gewijzigd bij de decreten van 21 december 1992 en 25 juli 1996, wordt gewijzigd als volgt : de woorden « waarvoor een distributievergunning door de Gemeenschap werd verleend » worden geschrapt.

Artikel 1, 7°*bis*, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling : « 7°*bis*. Radio-omroepinstelling : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die de redactionele verantwoordelijkheid draagt voor de samenstelling van schema's van klank- en beeldprogramma's en die deze uitzendt of door een derde persoon laat uitzenden. »

Artikel 1, 12° wordt vervangen door de volgende bepaling : « 12°. Telewinkelen : rechtstreekse aanbiedingen aan het publiek die worden uitgezonden met het oog op de levering tegen betaling van goederen of diensten, met inbegrip van onroerende goederen, of van rechten en verplichtingen. »

In artikel 1, wordt een 16° toegevoegd, luidend als volgt :

« 16° Zelfpromotie : elke aankondiging die wordt uitgezonden op initiatief van een radio-omroepinstelling en die tot doel heeft haar eigen programma's of rechtstreeks daarvan afgeleide ondersteunende producten te bevorderen en die specifiek bedoeld zijn om het kijkerspubliek volop van die programma's te laten profiteren of interactief erbij te betrekken. »

In artikel 1, wordt een 17° toegevoegd, luidend als volgt :

« 17° Europese productie :

a) productie die afkomstig is uit lidstaten van de Europese Unie en die voornamelijk met de hulp van auteurs en medewerkers die gevestigd zijn in één of meer van die Staten vervaardigd wordt en die voldoet aan één van de drie volgende voorwaarden :

— deze productie wordt vervaardigd door één of meer producenten die in één of meer van die staten zijn gevestigd;

— de vervaardiging ervan wordt door één of meer producenten die in één of meer van die staten zijn gevestigd, gesuperviseerd en daadwerkelijk gecontroleerd;

— wanneer de coproducten uit die Staten een meerderheidsaandeel hebben in de totale coproductiekosten en de coproductie wordt niet door één of meer buiten die staten gevestigde producenten gecontroleerd.

De productie afkomstig uit Europese derde landen is echter alleen een Europese productie als de producties uit de lidstaten van de Europese Unie, in de betrokken derde landen niet worden getroffen door discriminerende maatregelen.

b) de productie die afkomstig is uit Europese derde Staten die partij zijn bij het Europees Verdrag inzake grensoverschrijdende televisie van de Raad van Europa en die voldoet aan één van de drie volgende voorwaarden :

— ze wordt vervaardigd door één of meer producenten die in één of meer van deze Staten gevestigd zijn;

— de vervaardiging ervan wordt door één of meer producenten die in één of meer van die staten zijn gevestigd, gesuperviseerd en daadwerkelijk gecontroleerd;

— de producenten uit die Staten hebben een meerderheidsaandeel in de totale coproductiekosten en de coproductie wordt niet door één of meer buiten die Staten gevestigde producenten gecontroleerd als die productie in de betrokken derde landen niet wordt getroffen door discriminerende maatregelen.

c) de productie die afkomstig is uit andere Europese derde Staten en die uitsluitend of in coproductie met in een of meer lidstaten gevestigde producenten wordt vervaardigd door producenten die gevestigd zijn in één of meer derde Europese Staten waarmee de Europese Unie overeenkomsten heeft gesloten, indien die productie voornamelijk is vervaardigd met de hulp van auteurs en medewerkers die woonachtig zijn in één of meer Europese Staten, op voorwaarde dat die productie in de betrokken derde landen niet door discriminerende maatregelen wordt getroffen;

d) de productie die wordt vervaardigd in het kader van tussen de lidstaten en derde landen gesloten bilaterale coproductieverdragen, op voorwaarde dat de coproducten uit de Gemeenschap een meerderheidsaandeel hebben in de totale productiekosten en de productie niet door één of meer buiten de lidstaten gevestigde producenten gecontroleerd wordt. »

**Art. 12.** Artikel 22 van het decreet wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

§ 1*bis*. De verdeler kan, op het ogenblik dat ze uitgezonden worden en in hun geheel, de volgende programma's doorgeven :

1° de televisieprogramma's van elke radio-omroepinstelling die in een lidstaat van de Europese Unie gevestigd is;

2° de televisieprogramma's van elke radio-omroepinstelling die buiten een lidstaat van de Europese Unie gevestigd is maar die gebruik maakt van een door een lidstaat van de Europese Unie toegekende satellietfrequentie of -capaciteit of van een aarde-satelliet-verbinding die zich in een lidstaat van de Europese Unie bevindt.

§ 1*ter*. De verdeler deelt aan de Hoge Raad voor de audiovisuele sector de door hem uitgezonden programma's mede.

**Art. 13.** Artikel 22, § 2, van het decreet wordt vervangen door de volgende bepaling : « De verdeler mag, mits schriftelijke en voorafgaande vergunning van de Regering, op het ogenblik dat ze uitgezonden worden en in hun geheel, de televisieprogramma's van elke in § 1*bis* niet bedoelde radio-omroepinstelling doorgeven die voldoen aan de door de Regering in de vergunningsakte vastgestelde voorwaarden. Die vergunning kan ingetrokken worden. »

**Art. 14.** In artikel 22, § 5, lid 1, van het decreet, worden de woorden « de distributievergunning » vervangen door de woorden « voorlopig, mits naleving van de hierna beschreven procedure, de verdeling van de programma's ».

In artikel 22, § 5, lid 2, van het decreet, worden de woorden « in artikel 22, § 2, en 22, § 2*bis* » vervangen door de woorden « in artikel 22, § 1*bis* ».

**Art. 15.** In artikel 24*bis*, § 1, lid 1, van het decreet, worden de woorden « de radio-omroepinstellingen bedoeld in de hoofdstukken IV en V » vervangen door de woorden « de andere televisie-omroepinstellingen ».

In artikel 24bis, § 1, lid 1, van het decreet, worden de woorden « zelfpromotie, telewinkelen » ingevoegd tussen de woorden « reclame » en de woorden « of teletekstdiensten ».

In artikel 24bis, § 1, lid 2, van het decreet, worden de woorden « zelfpromotie, telewinkelen » ingevoegd tussen de woorden « reclame » en de woorden « of teletekstdiensten ».

In artikel 24bis, § 2, van het decreet, worden de woorden « zelfpromotie, telewinkelen » ingevoegd tussen de woorden « reclame » en de woorden « of teletekstdiensten ».

In artikel 24bis van het decreet, wordt de volgende paragraaf ingevoegd : « § 3bis. Voor de toepassing van de §§ 1 en 2, worden met Europese producties gelijkgesteld, de producties die voornamelijk worden vervaardigd met de hulp van auteurs en medewerkers die woonachtig zijn in een of meer lidstaten van de Europese Unie. Die producties worden echter opgeteld in verhouding tot het aandeel van de in één of meer lidstaten van de Europese Unie gevestigde producenten in de totale productiekosten. »

In artikel 24bis van het decreet, wordt de volgende paragraaf toegevoegd : « § 6. Dit artikel is niet van toepassing op de televisie-omroepdiensten die bestemd zijn voor een lokaal publiek en niet tot een nationaal netwerk behoren. Het is ook niet van toepassing op de televisie-omroepdiensten die uitsluitend een andere taal dan de officiële talen of de talen die erkend zijn door de Staten van de Europese Unie gebruiken en waarvan de uitzendingen uitsluitend bestemd zijn om te worden ontvangen buiten de Europese Unie en die niet rechtstreeks of onrechtstreeks door één of meer lidstaten worden ontvangen. »

**Art. 16.** Artikel 24ter van het decreet wordt vervangen door de volgende bepaling : « Geen televisie-omroepinstelling kan een cinematografisch werk uitzenden buiten de met de houders van rechten overeengekomen periodes. »

**Art. 17.** De tekst van artikel 24quater van het decreet wordt in twee leden gesplitst. Het eerste lid begint met de woorden « De « Radio-télévision belge » en eindigt met de woorden « met nodeloos geweld vertoond worden ».

Het tweede lid begint met de woorden « Deze laatstgenoemde bepaling is ook van toepassing » en eindigt met de woorden « van dit lid vast ».

In het tweede lid, eerste zin, van artikel 24quater van het decreet, zoals gewijzigd, worden de woorden « en voor zover dat programma wordt voorafgegaan door een akoestische waarschuwing of het gedurende de gehele uitzending herkenbaar is aan een visueel symbool » toegevoegd.

**Art. 18.** In artikel 24quinquies, eerste zin, van het decreet worden de woorden « de zelfpromotie » ingevoegd tussen de woorden « de niet-commerciële reclame » en de woorden « het telewinkelen ».

In artikel 24quinquies, lid 1, worden de laatste twee zinnen vervangen door de volgende zin : « Voor de toepassing van de artikelen 27quater, lid 5, 27quinquies, 27sexies en 27septies, is sponsoring uitgesloten. »

In artikel 24quinquies wordt de volgende zin toegevoegd : « Voor de toepassing van de artikelen 27quater, lid 2, en lid 5 en 27septies, is zelfpromotie uitgesloten. »

**Art. 19.** § 1. In artikel 26ter, § 4, lid 2, wordt het Franse woord « interrompues » vervangen door het Franse woord « interrompus ».

In artikel 26ter, § 4, wordt een lid 3 ingevoegd, luidend als volgt : « Het maximum aantal blokken voor telewinkelen wordt vastgesteld op acht per dag. De minimumduur van elk blok wordt op 15 minuten vastgesteld. »

§ 2. In artikel 26ter, § 4, wordt een lid 3 toegevoegd, luidend als volgt : « Elk aanbod moet onderscheidend de kostprijs, taksen inbegrepen, van de technieken voor afstandscommunicatie vermelden die worden gebruikt om alle bijkomende inlichtingen over deze in te winnen en om bestellingen te doen. Die vermelding is facultatief, wanneer die kostprijs beantwoordt aan het basistarief dat toepasselijk is op de gebruikte techniek voor afstandscommunicatie. »

§ 3. In artikel 26ter, § 5, van het decreet, wordt het volgende lid toegevoegd : « De telewinkelen-programma's mogen minderjarigen er niet toe aanzetten overeenkomsten te sluiten voor het kopen of huren van goederen en diensten. »

**Art. 20.** In artikel 27bis, § 3, van het decreet, tussen de woorden « De » en « radio-omroepinstellingen », worden de woorden « krachtens artikel 26 gemachtigde » ingevoegd.

**Art. 21.** In artikel 27bis van het decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 1991, worden de volgende paragrafen toegevoegd :

« § 4. Reclame voor sigaretten en andere tabaksproducten is verboden.

§ 5. Reclame voor geneesmiddelen en medische behandeling die in België alleen op medisch voorschrift verkrijgbaar zijn, is verboden.

§ 6. Reclame voor alcoholhoudende dranken moet voldoen aan de volgende criteria :

— ze mag zich niet specifiek tot minderjarigen richten en mag in het bijzonder geen minderjarigen tonen die deze dranken gebruiken;

— zij mag geen verband leggen tussen alcoholgebruik en een verbetering van fysieke prestaties of gemotiveerd rijden;

— zij mag niet de indruk wekken dat alcoholgebruik bijdraagt tot sociale of seksuele successen;

— er mag niet in worden gesuggereerd dat alcoholhoudende dranken therapeutische kwaliteiten bezitten, dan wel een stimulerend, kalmerend of spanningsreducerend effect hebben;

— zij mag geen onmatig alcoholgebruik aanmoedigen dan wel onthouding of matig alcoholgebruik in een negatief daglicht stellen;

— zij mag geen nadruk leggen op het hoge alcoholgehalte van dranken als positieve eigenschap. »

**Art. 22.** In artikel 27septies, § 3, van het decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 1991, worden de woorden « één uur » vervangen door de woorden « drie uur ».

**Art. 23.** In artikel 28, § 1, van het decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 1991, wordt een 9<sup>o</sup> bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 9<sup>o</sup> bis. Programma's kunnen worden gesponsord door ondernemingen die onder meer activiteiten uitoefenen in verband met de productie of de verkoop van geneesmiddelen en medische behandelingen, op voorwaarde dat ze geen geneesmiddelen of medische behandelingen aanprijzen die alleen op medisch voorschrift verkrijgbaar zijn. »



**Art. 24.** In het decreet wordt een hoofdstuk IX ingevoegd, luidend als volgt : « Toegang van het publiek tot evenementen van aanzienlijk belang. »

**Art. 25.** Artikel 29 van het decreet, opgeheven bij het decreet van 24 juli 1997, betreffende de « Conseil supérieur de l'audiovisuel » (Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep, wordt opnieuw ingevoerd en luidt als volgt :

« Art. 29. § 1. Na het advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector te hebben ingewonnen, kan de Regering jaarlijks een lijst vaststellen van de evenementen of evenementscategorieën die zij van aanzienlijk belang voor het publiek van de Franse Gemeenschap acht. Voor die evenementen kan geen televisie-omroepinstelling die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, exclusieve uitzendrechten zodanig uitoefenen dat een belangrijk deel van het publiek van die Gemeenschap geen toegang zou hebben tot die evenementen via uitzendingen op een kosteloze televisie. De Regering bepaalt of de evenementen via volledige of gedeeltelijke rechtstreekse verslaggeving dan wel via volledige of gedeeltelijke uitgestelde verslaggeving moeten worden uitgezonden. Na het advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector te hebben ingewonnen, stelt de Regering de nadere regels vast volgens welke de hierboven vermelde evenementen toegankelijk moeten zijn.

§ 2. De televisie-omroepinstellingen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, mogen geen exclusieve uitzendrechten uitoefenen die zij na 30 juli 1997 zouden hebben verworven, zodanig dat de toegang, via een kosteloze programmadienst, tot evenementen van aanzienlijk belang, waarvan de lijst in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen bekendgemaakt is, onmogelijk zou worden gemaakt voor een belangrijk deel van het publiek van een lidstaat van de Europese Unie. Zij leven de bijzondere voorwaarden na die werden vastgesteld naar aanleiding van de bekendmaking van de voornoemde lijsten en die betrekking hebben op de rechtstreekse, uitgestelde, volledige of gedeeltelijke toegang. »

**Art. 26.** In het decreet wordt een hoofdstuk XIII*bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Televisie-omroepinstellingen die onder de bepalingen van dit decreet vallen. »

**Art. 27.** In het hoofdstuk XIII bis van het decreet wordt een artikel 46 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 46. Onder de bepalingen van dit decreet vallen :

a) de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (RTBF) en de televisie-omroepinstellingen die een vergunning krachtens dit decreet hebben gekregen;

b) de andere in België gevestigde televisie-omroepinstellingen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen;

c) de televisieprogramma's leverende diensten die een frequentie, een satellietcapaciteit of een aardesatellietverbinding gebruiken, en die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, voor zover de radio-omroepinstellingen die ze gebruiken niet onder de bevoegdheid van een lidstaat van de Europese Unie, of van een andere Gemeenschap, vallen;

d) de in een lidstaat van de Europese Unie gevestigde radio-omroepinstellingen, ten opzichte waarvan de Regering, na raadpleging van de Commissie van de Europese Unie, heeft vastgesteld dat hun activiteiten volledig of voornamelijk gericht zijn tot het publiek van de Franse Gemeenschap en dat ze zich in één van die Staten vestigden om zich te onttrekken aan de regels die op hen toepasselijk zou zijn indien zij onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap zouden vallen. »

#### HOOFDSTUK III. — Diverse bepalingen

**Art. 28.** Artikel 1, 3°, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, wordt vervangen door de woorden : « het geheel van de inrichtingen die door eenzelfde verdeler in werking worden gesteld met het doel televisieprogrammasignalen, ofwel langs de kabel, ofwel langs een draadloos multipoint-systeem met microgolven voor terrestrische verdeling aan derden door te geven. »

**Art. 29.** Artikel 20, § 1, lid 4, van het decreet wordt opgeheven.

**Art. 30.** In artikel 20, § 1, lid 2, van het decreet, tussen de woorden « Onder » en « door de Executieve » worden de woorden « voor elke vergunning » ingevoegd.

**Art. 31.** Artikel 20, § 4, lid 2, van het decreet wordt opgeheven.

**Art. 32.** In artikel 22, § 1, vijfde streepje, worden de woorden « één of meer » vervangen door het woord « twee ».

De woorden « voor zover de verdelers die van die Gemeenschap de vergunning hebben verkregen, ertoe gehouden worden één of meer televisieprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven » worden geschrapt.

In artikel 22, § 1, in fine, na het laatste streepje, worden de volgende streepjes ingevoegd :

— Alle programma's van de radio-omroepinstellingen van de Europese Unie die door de Regering worden aangewezen en die met deze, na de inwerkingtreding van deze bepaling, een overeenkomst hebben gesloten betreffende de bevordering van de culturele productie in de Franse Gemeenschap en in de Europese Unie, die inzonderheid voorziet in een rechtstreekse financiële bijdrage in deze. De verplichting is beperkt tot de duur van de overeenkomst, die moet vaststellen dat er een akkoord bestaat tussen de radio-omroepinstelling en de verdelers betreffende de betaling van de auteursrechten.

— De andere soorten diensten bedoeld bij artikel 19*quater* die door de Regering worden aangewezen en vervaardigd of uitgezonden door de instellingen die met haar een overeenkomst hebben gesloten betreffende de bevordering van de culturele productie in de Franse Gemeenschap en in de Europese Unie, die inzonderheid voorziet in een rechtstreekse financiële bijdrage in deze. De verplichting is beperkt tot de duur van de overeenkomst.

**Art. 33.** In artikel 23, na de woorden « in frequentiemodulatie » worden de volgende woorden toegevoegd « alsook twee klankprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Vlaamse Gemeenschap ».

**Art. 34.** In het hoofdstuk IX wordt een artikel 29*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 29*bis*. Na het advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector te hebben ingewonnen, kan de Regering jaarlijks een lijst vaststellen van evenementen of categorieën van evenementen die zij van aanzienlijk belang acht voor het publiek van de Franse Gemeenschap of een deel ervan dat geografisch gelokaliseerd is.

De Regering bepaalt of deze evenementen moeten worden uitgezonden door elke televisie-omroepinstelling die onder haar bevoegdheid vallen via volledige of gedeeltelijke, rechtstreekse dan wel uitgestelde verslaggeving.

Voor die evenementen mogen bij gevolg geen exclusieve rechten worden uitgeoefend.

Na het advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector te hebben ingewonnen, stelt de Regering de nadere regels vast volgens welke de hierboven vermelde evenementen toegankelijk moeten zijn. »

**Art. 35.** In artikel 37bis van het decreet, worden de woorden « alsook aan de maatschappijen die niet de distributiemaatschappijen bedoeld bij artikel 19quater zijn » ingevoegd na de woorden « bedoeld bij dit decreet ».

**Art. 36.** Artikel 47 van het decreet wordt vervangen door de volgende bepaling : « De rechtspersonen die een radiodistributie- of televisiedistributienet exploiteren en die deze activiteit voor de inwerkingtreding van het decreet uitoefenden, kunnen hun activiteiten verder uitoefenen tot een datum die door de Regering vast te stellen is, voor uiterlijk 30 juni 1999. Vanaf de door de Regering vastgestelde datum, kunnen zij hun activiteiten verder uitoefenen voor zover zij de bij artikel 20, § 1, bedoelde vergunning verkrijgen. »

**Art. 37.** Artikel 2 van het decreet van 21 december 1992 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, sociale zaken, onderwijs en begroting, wordt opgeheven.

**Art. 38.** In het decreet wordt het woord « Executieve » vervangen door het woord « Regering ».

**Art. 39.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 januari 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
belast met het onderwijs, de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd,  
het kindermwzijn en de gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet : nr. 268-1. — Errata : nr. 268-2. — Commissieamendementen : nrs. 268-3 tot 268-10. — Verslag : nr. 268-11.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 december 1998.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 369

[C - 99/27078]

**28 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1998 octroyant des subventions aux centres publics d'aide sociale dans le cadre de l'intégration professionnelle des personnes bénéficiaires du droit à un minimum de moyens d'existence**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 1999, notamment le programme 03 de la division organique 17, AB 43.07;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 janvier 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de poursuivre dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999 l'exécution de la déclaration de politique régionale complémentaire, en tant qu'elle concerne l'intégration professionnelle des personnes bénéficiaires du droit à un minimum de moyens d'existence;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.